

Art. 5. La subvention accordée pour les missions visées à l'article 1^{er}, est réglée comme suit :

- 1.820.000 euros à la signature du présent arrêté ;
- 455.000 euros à l'échéance de l'exercice 2019, sur présentation des pièces justificatives et reconnues exactes relatives aux dépenses effectuées par l'association visée à l'article 1^{er} pour la réalisation des missions visées à l'article 1^{er} et après approbation de l'état des recettes et dépenses et du rapport d'activités de l'année 2019 par l'AFMPS et moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances.

Si, à l'échéance de l'exercice 2019, l'association visée à l'article 1^{er} n'a pas dépensé le montant total de la subvention qui lui est accordée par le présent arrêté pour la réalisation des activités visées à l'alinéa précédent, elle pourra en ajouter le solde à l'avance récupérable qui lui a été accordée par l'arrêté royal du 7 mai 2000, afin de constituer un fonds affecté à la couverture d'un passif social. Le montant total de ce fonds ne pourra toutefois excéder le montant du passif social calculé au 31 décembre 2019.

L'AFMPS pourra exiger pour des motifs justes le remboursement des sommes affectées à ce fonds, notamment en cas d'arrêt des activités de l'association, après paiement des indemnités éventuelles de licenciement du personnel employé par l'association visée à l'article 1^{er}.

Art. 6. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Art. 5. De toelage toegekend voor de opdrachten bedoeld in artikel 1, wordt als volgt vereffend:

- 1.820.000 euro bij ondertekening van dit besluit;

- 455.000 euro na afloop van het boekjaar 2019, op voorlegging van de echt bevonden verantwoordingsstukken betreffende de uitgaven gedaan door de in artikel 1 bedoelde vereniging voor de realisatie van de in artikel 1 bedoelde opdrachten en na goedkeuring van de staat van inkomsten en uitgaven en van het activiteitenverslag betreffende het jaar 2019 door het FAGG en na gunstig advies van de Inspecteur van Financiën.

Indien de vereniging bedoeld in artikel 1 na afloop van het boekjaar 2019 het totale bedrag van de toelage toegekend door onderhavig besluit voor de uitvoering van de activiteiten bedoeld in het vorige lid, niet heeft uitgegeven, kan zij het saldo ervan toevoegen aan het terugvorderbare voorschot toegekend bij koninklijk besluit van 7 mei 2000 teneinde een fonds ter dekking van een sociaal passief op te richten. Het totale bedrag van het fonds mag echter niet hoger zijn dan het bedrag van het sociaal passief berekend op 31 december 2019.

Het FAGG kan om rechtmatige redenen de terugbetaling vorderen van de bedragen toegewezen aan dat fonds, met name in geval van stopzetting van de activiteiten van de vereniging, na uitbetaling van de eventuele ontslagvergoeding aan het personeel tewerkgesteld door de vereniging bedoeld in artikel 1.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

**AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE**

[C - 2019/13193]

6 JUIN 2019. — Arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour empêcher la dispersion du virus de l'influenza de type H3

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, article 9 bis, inséré par la loi du 27 décembre 2005 ;

Vu la loi du 4 février 2000 portant création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, article 4, §§ 1^{er} et 2, et § 3, modifié par la loi du 22 décembre 2003, et article 5, deuxième alinéa, 13^e, modifié par la loi du 22 décembre 2003 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mai 2019 portant des mesures d'urgence pour empêcher la dispersion du virus de l'influenza aviaire de type H3 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant que le virus de l'influenza de type H3 a été constaté de manière inattendue dans les exploitations professionnelles de volailles et qu'il est associé à une forte hausse de la mortalité et de la morbidité et présente de ce fait un risque important de contamination aux autres exploitations de volailles, le présent arrêté a pour objectif d'empêcher de manière urgente l'introduction et la propagation du virus de l'influenza de type H3 dans les exploitations de volailles belges,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, les définitions données dans les arrêtés suivants s'appliquent :

1. Arrêté royal du 5 mai 2008 relatif à la lutte contre l'influenza aviaire ;

2. Arrêté royal du 17 juin 2013 relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance de pays-tiers de volailles et d'œufs à couvrir et relatif aux conditions d'autorisation pour les établissements de volailles.

**FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN**

[C - 2019/13193]

6 JUNI 2019. — Ministerieel besluit houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het influenzavirus type H3 tegen te gaan

De Minister van Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 4, §§ 1 en 2, en § 3, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, en artikel 5, tweede lid, 13^e, vervangen bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 mei 2019 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het aviaire influenzavirus type H3 tegen te gaan;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het influenzavirus type H3 onverwacht werd vastgesteld in professionele pluimveebedrijven en dit in verband wordt gebracht met een significante toename van de mortaliteit en de morbiditeit en bijgevolg een aanzienlijk risico vormt voor de besmetting van andere pluimveebedrijven, heeft het onderhavig besluit tot doel de insleep en de verspreiding van het influenzavirus type H3 in Belgische pluimveebedrijven te voorkomen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de definities die worden gegeven in de volgende besluiten:

1. Koninklijk besluit van 5 mei 2008 betreffende de bestrijding van aviaire influenza;

2. Koninklijk besluit van 17 juni 2013 tot vaststelling van veterinaire-rechtelijke voorschriften voor het intracommunautaire handelsverkeer en de invoer uit derde landen van pluimvee en broedeieren en tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden voor inrichtingen voor pluimvee.

Art. 2. Dans les cas suivants, il est interdit d'instaurer un traitement thérapeutique chez les volailles détenues dans un poulailler si des échantillons n'ont pas auparavant été transmis à une association en vue d'une analyse de laboratoire pour la recherche d'influenza :

- une réduction de la consommation normale d'eau et de nourriture de plus de 20 % ;
- un taux de mortalité de plus de 3 % par semaine ;
- une chute de ponte de plus de 5 % pendant plus de deux jours ;
- signes cliniques ou lésions post-mortem révélateurs de l'influenza.

Art. 3. Sans préjudice des mesures décrites à l'article 3/2 de l'arrêté royal du 5 mai 2008 relatif à la lutte contre l'influenza aviaire, tout véhicule entrant dans une exploitation avicole commerciale doit être nettoyé et désinfecté avant son entrée et lors de sa sortie de l'exploitation.

Le nettoyage et la désinfection doivent être effectués au moyen d'un biocide autorisé et actif contre le virus de l'influenza.

Art. 4. Le chargement de volailles de différentes provenances dans un même véhicule et le déchargement de volailles d'un même véhicule vers plusieurs exploitations sont interdits.

Art. 5. L'accès à un poulailler ou un couvoir est interdit à toute personne n'appartenant pas à l'exploitation. Le responsable prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. Cette interdiction n'est pas d'application pour :

- le personnel nécessaire à la gestion de l'exploitation ;
- le vétérinaire d'exploitation ou un autre vétérinaire agréé appelé par le responsable ;
- le personnel de l'Agence alimentaire et les personnes qui travaillent sous ses ordres ;
- le personnel d'autres autorités compétentes et les personnes qui travaillent sous ses ordres.

Ces personnes autorisées et les personnes appartenant à l'exploitation sont tenues de mettre des bottes et des vêtements ou survêtements de l'exploitation avant d'entrer dans le poulailler ou le couvoir et de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute dispersion du virus de l'influenza de type H3.

Art. 6. L'accès au local des œufs est interdit dans toute exploitation avicole aux personnes qui n'appartiennent pas à l'exploitation.

Art. 7. § 1. Excepté pour les poussins d'un jour, le transport de volailles pour une destination autre qu'un abattoir n'est autorisé qu'après la réalisation de prélèvements et d'analyses de laboratoires pour chaque lot de volailles présent dans l'exploitation et si les résultats de ces analyses permettent d'établir l'absence du virus de l'influenza de type H3.

§ 2. Dans l'exploitation de destination, des prélèvements pour des analyses de laboratoire sont effectués dans le lot de volailles transporté conformément au paragraphe 1.

§ 3. Les conditions des prélèvements et les analyses à réaliser sont fixées par l'AFSCA.

Art. 8. § 1. Le transport d'œufs à couvrir à partir d'une exploitation pour une destination autre qu'une casserie n'est autorisé qu'après la réalisation de prélèvements et d'analyses de laboratoires réguliers pour chaque lot de volailles présent dans cette exploitation et si les résultats de ces analyses permettent d'établir l'absence du virus de l'influenza de type H3.

§ 2. Les conditions des prélèvements et les analyses à réaliser sont fixées par l'AFSCA.

Art. 9. Le fumier, le lisier et la litière provenant d'une exploitation avicole où le virus de l'Influenza de type H3 est présent doivent être désinfectés avec un biocide autorisé et actif contre le virus de l'influenza avant d'être transformés ou traités conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux).

Le fumier, le lisier et la litière transportés jusqu'au site de transformation doivent être recouverts d'une bâche ou placés dans des conteneurs fermés.

Art. 2. Het is in de volgende gevallen verboden om bij het pluimvee in een pluimveestal een therapeutische behandeling te starten indien vooraf geen monsters voor een laboratoriumonderzoek ter opsporing van influenza aan een vereniging werden toegezonden:

- een daling van de normale voeder- en waterconsumptie van meer dan 20 %;
- een sterfte van meer dan 3 % per week;
- een daling van de leg met meer dan 5 % die langer dan twee dagen duurt;
- klinische tekenen of letsels bij post-mortem onderzoek die wijzen op influenza.

Art. 3. Op commerciële pluimveebedrijven worden onverminderd artikel 3/2 van het koninklijk besluit van 5 mei 2008 betreffende de bestrijding van aviaire influenza, de voertuigen die binnenkomen in het pluimveebedrijf gereinigd en ontsmet wanneer zij het bedrijf binnenkomen en wanneer zij het bedrijf verlaten.

De reiniging en ontsmetting worden uitgevoerd met een toegelaten biocide dat werkzaam is tegen influenzavirussen.

Art. 4. Het laden van pluimvee van verschillende herkomst op eenzelfde voertuig en het lossen van pluimvee van eenzelfde voertuig op meerdere bedrijven zijn verboden.

Art. 5. De toegang tot een pluimveestal of een broeierij is verboden voor alle personen die niet tot het bedrijf behoren. De verantwoordelijke neemt daartoe alle nodige maatregelen. Dit verbod geldt niet voor:

- het personeel dat nodig is voor de bedrijfsvoering;
- de bedrijfsdierenarts, of een andere erkende dierenarts ontboden door de verantwoordelijke;
- het personeel van het Voedselagentschap en de personen die in hun opdracht werken;
- het personeel van andere bevoegde autoriteiten en de personen die in hun opdracht werken.

Deze toegelaten personen en de personen die tot het bedrijf behoren dragen bedrijfs eigen laarzen en overkledij alvorens de pluimveestal of de broeierij te betreden. Zij nemen alle mogelijke voorzorgen om de verspreiding van het influenzavirus type H3 te vermijden.

Art. 6. In ieder pluimveebedrijf is de toegang tot het eierlokaal verboden voor personen die niet tot het bedrijf behoren.

Art. 7. § 1 Uitgezonderd eindagskuikens, is het vervoer van pluimvee naar een andere bestemming dan een slachthuis enkel toegelaten na het bemonsteren en het analyseren van elk lot pluimvee op het bedrijf en voor zover de analyseresultaten toelaten om de afwezigheid van het H3 influenzavirus aan te tonen.

§ 2. Op het bedrijf van bestemming worden monsters voor laboratoriumanalyses genomen van het aangevoerde lot pluimvee dat conform paragraaf 1 werd aangevoerd.

§ 3. De bemonsterings- en analysevoorwaarden worden vastgesteld door het FAVV.

Art. 8. § 1. Het vervoer van broedeieren vanaf een bedrijf naar een andere bestemming dan een brekerij is enkel toegelaten indien elk lot pluimvee op het bedrijf geregeld bemonsterd en geanalyseerd is en voor zover de analyseresultaten toelaten om de afwezigheid van het H3 influenzavirus aan te tonen.

§ 2. De bemonsterings- en analysevoorwaarden worden vastgesteld door het FAVV.

Art. 9. Mest, drijfmest en strooisel afkomstig van een pluimveebedrijf waar het influenzavirus type H3 aanwezig is, worden gedesinfecteerd met een toegelaten biocide dat werkzaam is tegen influenza, alvorens te worden verwerkt of behandeld overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002 (verordening dierlijke bijproducten).

Mest, drijfmest en strooisel die naar de verwerkingslocatie worden vervoerd, moeten worden afgedekt met een dekzeil of in gesloten containers worden geplaatst.

Art. 10. L'incubation des œufs à couver provenant d'exploitations de volailles reproductrices dans lesquelles le virus de l'influenza de type H3 a été détecté est interdite.

Les œufs à couver non couvés sont détruits ou peuvent être commercialisés aux fins de la consommation humaine s'ils ont été manipulés et traités comme il est prescrit à l'annexe II, chapitre XI, du règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Art. 11. Le transport des volailles provenant d'une exploitation avicole où le virus de l'Influenza de type H3 est présent, est interdit sauf si la destination est l'abattoir.

Art. 12. En cas de dépeuplement dans une exploitation où le virus H3 a été détecté :

- l'exploitation doit, à terme, être totalement, vidée ;
- tous les poulaillers et les locaux de l'exploitation doivent être soigneusement nettoyés et désinfectés pendant le vide sanitaire ;
- l'exploitation peut de nouveau être repeuplée au plus tôt 21 jours après l'achèvement du nettoyage et de la désinfection de tous les poulaillers et les locaux.

Art. 13. Les casiers à œufs, les plateaux à œufs et le matériel roulant utilisés dans les exploitations où le virus de l'influenza de type H3 a été détecté doivent être nettoyés deux fois et désinfectés avec un biocide autorisé et actif contre les virus de l'influenza avant d'être réutilisés.

Le matériel jetable ne doit être utilisé qu'une seule fois.

Art. 14. L'arrêté ministériel du 16 mai 2019 portant des mesures d'urgence pour empêcher la dispersion du virus de l'influenza aviaire de type H3 est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juin 2019.

D. DUCARME

Art. 10. Het is verboden om broedeieren uit te broeden die afkomstig zijn van fokpluimveebedrijven waar influenzavirussen van het type H3 werden aangetroffen.

Niet-uitgebroede broedeieren worden vernietigd of kunnen in de handel worden gebracht voor menselijke consumptie indien ze werden gehanteerd en behandeld overeenkomstig de voorschriften van bijlage II, hoofdstuk XI van Verordening (EG) nr. 852/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 inzake levensmiddelenhygiëne.

Art. 11. Het vervoer van pluimvee afkomstig van een pluimveebedrijf waar het influenzavirus type H3 aanwezig is, is verboden tenzij naar het slachthuis.

Art. 12. In geval van de ontvolking van een bedrijf waar het H3-virus werd vastgesteld :

- moet het bedrijf op termijn volledig leeg komen;
- moeten alle pluimveestallen en lokalen van het bedrijf zorgvuldig worden gereinigd en ontsmet tijdens de sanitaire leegstand ;
- mag het bedrijf ten vroegste 21 dagen na het voltooiën van de reiniging en ontsmetting van alle pluimveestallen en lokalen worden herbevolkt.

Art. 13. De kratten, eiertrays en rollend materiaal die worden gebruikt in pluimveebedrijven waar het influenzavirus van het type H3 werd vastgesteld moeten twee keer worden gereinigd en ontsmet met een toegelaten biocide dat werkzaam is tegen influenzavirussen alvorens ze opnieuw mogen worden gebruikt.

Wegwerpmateriaal mag slechts één keer worden gebruikt.

Art. 14. Het ministerieel besluit van 16 mei 2019 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het aviaire influenzavirus type H3 tegen te gaan wordt opgeheven

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 6 juni 2019.

D. DUCARME

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2019/12865]

5 APRIL 2019. — **Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 juli 1990 tot vastlegging van het pakket “uren-leraar” in het voltijds secundair onderwijs, wat betreft de uren-leraar van het eerste leerjaar A en B voor het schooljaar 2019-2020 en de duale structuuronderdelen**

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de Codex Secundair Onderwijs van 17 december 2010, bekrachtigd bij het decreet van 27 mei 2011, artikel 209, § 2, en artikel 209/1, §§ 1, 3 en 4, ingevoegd bij het decreet van 15 juni 2018;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 31 juli 1990 tot vastlegging van het pakket “uren-leraar” in het voltijds secundair onderwijs;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op protocol nr. 124 van 15 februari 2019 houdende de conclusies van de onderhandelingen die werden gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X, van onderafdeling Vlaamse Gemeenschap van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van het overkoepelend onderhandelingscomité, vermeld in het decreet van 5 april 1995 tot oprichting van onderhandelingscomités in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op advies 65.595/1 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;